



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 08 avril 2024

La production industrielle enregistre une baisse en février, pour le deuxième mois consécutif.

La production industrielle a enregistré une baisse de 0,3% entre janvier et février, en-deçà des prévisions du marché. Ce résultat s'explique par le recul de la production dans le secteur extractif. En revanche, certaines branches de l'industrie manufacturière, en particulier les segments les plus cycliques, ont maintenu une dynamique de reprise.

Le secteur externe reste sur une trajectoire favorable.

La dynamique d'amélioration du compte courant se poursuit en début d'année 2024. Le déficit courant accumulé sur 12 mois a atteint -24,7 Mds USD en février dernier, soit le niveau le plus bas depuis 2008. D'après les données de la Banque centrale du Brésil, ce résultat est attribuable à la bonne performance de la balance commerciale, qui enregistre un excédent de +3,4 Mds USD sur le mois de février.

Le nombre de prestations versées par la Sécurité sociale a augmenté trois fois plus vite que le nombre de cotisants entre 2012 et 2022.

Une étude des comptes de l'INSS révèle que le nombre de cotisants a augmenté en moyenne de 0,7% par an entre 2012 et 2022, contre 2,2% par an pour le nombre de prestations versées par la Sécurité sociale. Cette tendance s'explique par des facteurs conjoncturels et des problématiques structurelles telles que le vieillissement de la population.

Graphique de la semaine: Evolution de la production industrielle.

LE CHIFFRE A RETENIR :

+24,3%

La hausse de la production de véhicules entre janvier et février 2024, témoignant de la consolidation du secteur (Anfavea)

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,5%	-4,0%	127 367
Risque-pays (EMBI+ Br)	-8pt	+4pt	206
Taux de change BRL/USD	+1,4%	+4,1%	5,09
Taux de change BRL/€	-0,0%	+1,7%	5,44

Note : Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

La production industrielle enregistre une baisse en février, pour le deuxième mois consécutif.

En février, la production industrielle globale¹ a enregistré une baisse de 0,3% par rapport au mois précédent², un chiffre en-deçà des attentes du marché qui tablaient sur une hausse de 0,2%.

Selon [les données](#) de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), ce repli en février marque le deuxième mois consécutif de baisse, alors que l'industrie affichait une progression positive sur les cinq derniers mois de 2023. Le résultat de février 2024 est par ailleurs inférieur de 1,1% au niveau pré-pandémique de février 2020, mais il demeure tout de même supérieur de 5% par rapport à février 2023, et de 4,3% si l'on compare les deux premiers mois de 2024 à ceux de 2023.

La baisse de février est principalement liée à la diminution de la production dans le secteur des industries extractives, qui avait enregistré une croissance soutenue en 2023 mais ne devrait pas réitérer la même performance cette année. Ce secteur a enregistré une diminution de 0,9% entre janvier et février 2024.

Durant cette même période, le secteur manufacturier a enregistré une croissance nulle. Dans le détail, les baisses de production ont été concentrées dans quelques activités, notamment la fabrication de produits chimiques (-3,5%) et de produits pharmaceutiques (-6%). En revanche, la

fabrication de véhicules automobiles, de remorques et de carrosseries (+6,5%) ainsi que la fabrication de papier et de produits en papier (+5,8%) sont restées en territoire positif. Il s'agit du troisième mois consécutif de croissance pour la production de ces deux activités. Les branches des produits minéraux non métalliques (+4,5%), des produits en caoutchouc et en plastique (+3,0%), des équipements informatiques, des produits électroniques et optiques (+4,2%), et des machines, appareils et matériaux électriques (+2,4%) ont également enregistré une hausse notable ce mois-ci. La fabrication de produits alimentaires et de boissons, qui représentent deux des activités les plus importantes du secteur manufacturier, est quant à elle restée stable entre janvier et février.

Ainsi, contrairement au secteur extractif, plusieurs segments de l'industrie manufacturière montrent des signes de reprise en février, notamment dans les secteurs les plus cycliques, dépendant de la politique monétaire et du crédit, ce qui devrait entraîner une légère progression de cette industrie au cours de ce trimestre et tout au long de l'année.

Du point de vue des grandes catégories économiques de la production industrielle, seule la production de biens intermédiaires a enregistré un recul en février, diminuant de -1,2%, marquant ainsi le deuxième mois consécutif de baisse. La production de biens intermédiaires représente par ailleurs la plus grande part de l'industrie (près de 60%). La production de biens d'équipement a quant à elle enregistré une hausse de +1,8%, après une augmentation de +9,3% en janvier dernier, témoignant d'une reprise de l'investissement en début d'année. La production de biens durables (+3,6%), ainsi que celle de biens semi-durables et

¹ Le secteur industriel brésilien est divisé en deux, d'un côté le secteur des industries extractives représentant 15% de l'industrie brésilienne, et de l'autre le secteur des industries manufacturières, représentant 85% de l'industrie. La classification de l'IBGE dans la composition de son indicateur industriel divise ensuite le secteur des

industries manufacturières en 24 sous-secteurs tels que la fabrication de produits alimentaires, de produits textiles, de produits chimiques, de véhicules, etc.

² Corrigé des variations saisonnières.

non-durables (+0,4%), ont également augmenté entre janvier et février.

Selon les prévisions de l'Institut brésilien d'économie de la Fondation Getulio Vargas (IBRE-FGV), la production industrielle globale devrait croître de +2,6% sur l'année, avec une croissance de +3,8% pour l'industrie extractive et de +2,3% pour l'industrie manufacturière. Cette dernière devrait être soutenue par la performance du secteur automobile.

Le secteur externe reste sur une trajectoire favorable.

Le déficit courant a atteint -4,4 Mds USD en février 2024, un niveau bien au-dessus des estimations de marché (-3,5 Mds USD) mais similaire à celui observé en février 2023. Les [données](#) de la Banque centrale (BCB) révèlent que le déficit cumulé sur les 12 derniers mois s'établit à -24,7 Mds USD, soit -1,1% du PIB, le niveau le plus bas depuis 2008. Ce résultat représente une baisse significative par rapport à février 2023, où le déficit sur 12 mois atteignait -52,3 Mds USD, soit -2,63% du PIB.

La balance commerciale a enregistré un excédent de +3,4 Mds USD, en progression de +1,2 Md USD par rapport à février 2023. Ce résultat est dû à une croissance plus soutenue des exportations par rapport aux importations. Les exportations de biens ont progressé de 12% pour atteindre 23,9 Mds USD, tandis que les importations de biens ont augmenté de 7% et s'élèvent à 20,4 Mds USD. Les experts estiment que la balance commerciale devrait demeurer largement excédentaire en 2024, mais à un niveau inférieur à celui de 2023, principalement en raison d'une récolte agricole plus faible. En conséquence, les prévisions d'excédent commercial ont été révisées à la baisse pour l'année, s'établissant désormais à 73,5 Mds USD (contre 94,4 Mds USD anticipés précédemment).

Le solde du compte des revenus primaires affiche un déficit de -4,3 Mds

USD, en légère amélioration sur 12 mois (+7,5%). Cette variation s'explique principalement par celle des charges d'intérêts nettes, et notamment des charges d'intérêts sur les opérations intra-groupe, qui ont diminué de moitié pour atteindre 861 M USD. Le solde des investissements directs et de portefeuille s'établit à -2,9 Mds USD, avec des revenus égaux à 2,1 Mds USD et des dépenses à 5,0 Mds USD.

Le déficit du compte des services se creuse et atteint -3,7 Mds USD. Cela représente une hausse du déficit de +70% par rapport à février 2023. Le déficit des transports augmente de +23% et représente près du tiers du total. Les déficits des services de propriété intellectuelle (+87% à -681 M USD) et de locations de matériel (+46% à -836 M USD) s'accroissent également.

Le déficit extérieur du Brésil continue d'être financé par l'afflux de capitaux internationaux. Les investissements directs dans le pays (IDP) s'élèvent à 5 Mds USD en février dernier, un montant inférieur aux prévisions de marché (6,6 Mds USD). Dans le détail, les participations en capital - à l'exception des bénéfices réinvestis - ont augmenté de 392 M USD sur un an pour atteindre 1,7 Md USD. Les transactions intra-groupes ont diminué de 2 Mds USD. Les bénéfices réinvestis se sont réduits de 16% sur un an et s'élèvent à 2,9 Mds USD. Sur 12 mois, les IDP s'élèvent à 62 Mds USD, soit 2,8% du PIB, un niveau similaire à celui enregistré en février 2023.

Etude économique & financière

Le nombre de prestations versées par la Sécurité sociale a augmenté trois fois plus vite que le nombre de cotisants entre 2012 et 2022.

Selon [une étude](#) des comptes de la Sécurité sociale basée sur les données de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), l'encours des prestations versées par l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS) a augmenté trois fois plus rapidement que le nombre de cotisants entre 2012 et 2022. Sur cette période de 10 ans, le nombre de cotisants - défini comme une personne ayant versé au moins une cotisation par an - a augmenté en moyenne de 0,7% par an. En parallèle, le nombre de prestations sociales versées, telles que les pensions et les allocations, a enregistré une hausse moyenne de 2,2% par an.

L'évolution mitigée du nombre de contribuables entre 2012 et 2022 serait notamment liée à la faible performance de l'économie au cours de cette période et, par conséquent, à l'évolution défavorable du marché du travail selon l'étude.

L'augmentation plus rapide de l'encours des prestations sociales par rapport au nombre de cotisants serait également attribuable à des facteurs structurels, tels que le vieillissement de la population brésilienne et la baisse du taux de fécondité. Entre 2012 et 2022, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus a augmenté en moyenne de 4% par an, contre 1% pour le nombre de personnes âgées de 16 à 59 ans.

Sur les 129,5 M de personnes en âge d'être économiquement actives au Brésil, 70,7 M ne contribueraient pas au régime de la Sécurité sociale, soit près de 55% de la population active. Dans le détail, parmi les 64,8 M d'hommes en âge de travailler, 48,8% ne contribuent pas au régime (27,8% inactifs, 15,1% dans le secteur informel, et 5,9% sans emploi). Chez les femmes, le chiffre est encore plus élevé avec 60,4% des 64,7 millions de femmes en âge de travailler ne contribuant pas au régime (33,9% inactives, 19,4% dans le secteur informel, 7,1% sans emploi).

L'étude souligne la nécessité de mettre en œuvre de nouvelles réformes afin de

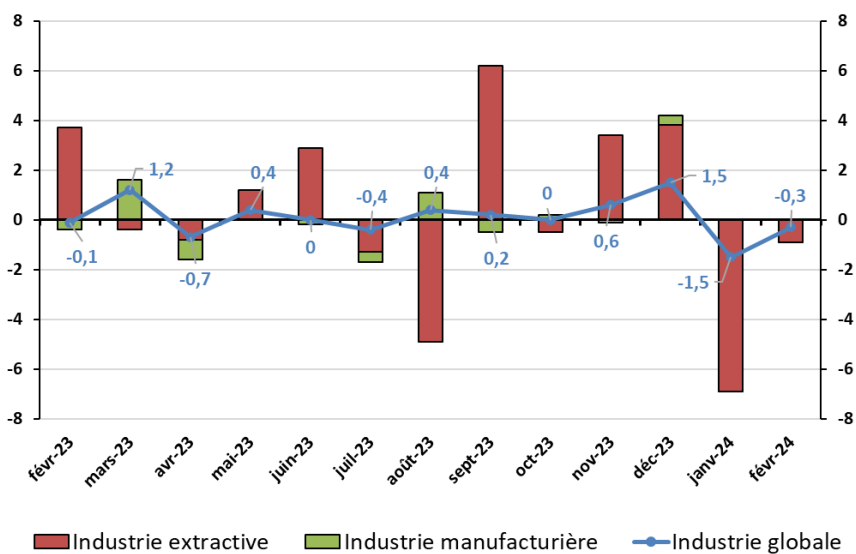
réduire l'informalité et d'augmenter la participation sur le marché du travail, en particulier celle des femmes. L'éducation serait également un point critique parmi ces réformes. Seules 13,5% des personnes non scolarisées ou ayant au moins un an d'étude contribuent à la sécurité sociale, contre 72,3% pour les personnes ayant terminé leurs études supérieures, selon l'étude. Le niveau d'éducation est donc déterminant dans l'intégration des travailleurs sur le marché formel et, par conséquent, dans leur affiliation à la Sécurité sociale.

Les dépenses de la Sécurité sociale constituent la part la plus importante des dépenses publiques. Assurer la viabilité de ces comptes est donc crucial pour la santé budgétaire du gouvernement. **Ce dernier prévoit des dépenses de la Sécurité sociale de l'ordre de 914,2 Mds BRL (167 Mds EUR) pour l'année 2024**, bien en-deçà des estimations de marché qui tablent sur un montant compris entre 923 et 932,5 Mds BRL. La divergence majeure entre ces chiffres serait liée aux prévisions de la croissance projetée du nombre de bénéficiaires.

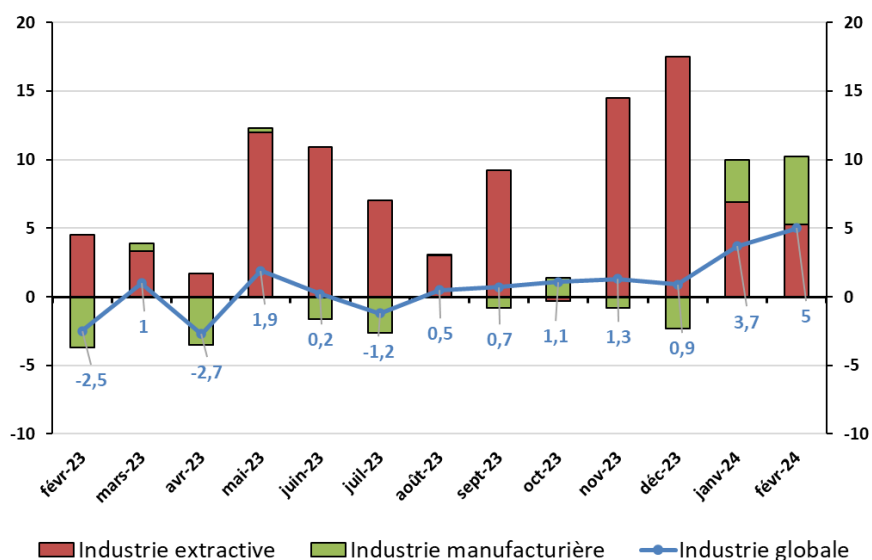
* * *

Graphique de la semaine

Evolution de la production industrielle (M/M-1, en %, CVS).



Evolution de la production industrielle (M/M-12, en %).



Source : IBGE

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Sébastien Andrieux (Chef du service économique régional de Brasilia).

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Alice Lebreuilly.

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtrésor.gouv.fr